L'échec d'ONIX, c'est celui du préfet !

Le 5 octobre 2009, nous avons adressé une lettre au préfet par laquelle nous lui faisions connaître notre opposition et celle des agents de nos services au projet ONIX en l'état et lui demandions de modifier son projet. Ceci afin qu'il prenne – enfin – en compte nos revendications, que vous avez été très nombreux à soutenir en signant la pétition intersyndicale.

Il lui était demandé de tenir compte des besoins réels de nos services, du temps pour l'information et la consultation des agents et de leurs représentants, le respect du code du travail et de nos conditions de travail (surfaces, bureaux individuels, transports, restauration, emploi).

Dès le 6 octobre 2009, le préfet a manifesté le souhait de nous rencontrer.

La rencontre s'est tenue aujourd'hui, vendredi 9 octobre 2009, de 10 heures 30 à 11 heures 30, en présence de la DRTEFP, du DREAL, du responsable de la politique immobilière de l'Etat et des secrétaires généraux de nos services.

Les premiers mots de réponse du Préfet ont été, sans aucun préambule : « Le projet est abandonné ».

La rencontre à peine close, il s'est empressé de communiquer son message aux agents.

Nous tenons donc aujourd'hui à dire que nous nous félicitons de votre mobilisation autour des revendications de notre intersyndicale comme de l'unité que nous avons su construire et maintenir.

Nous prenons acte du choix unilatéral fait par le préfet d'abandonner le projet ONIX, qui signe son échec et celui des directeurs de nos services.

Nous prenons également acte de ce qu'il nous a indiqué par ailleurs, à savoir :

- que **les projets** immobiliers susceptibles de concerner nos services **« repartent à zéro » et** qu'ils **prendront « plusieurs mois »**,
- que **le temps sera pris et laissé au dialogue social**,
- qu'il n'existe aucune **« solution alternative », ni à Lille, ni ailleurs**,
- qu'il continuera de retenir le ratio de **12 m^2 en moyenne par agent**, quelle que soit la « solution » de logement ou de relogement retenue.

Nous restons donc mobilisés et continuerons d'utiliser tous les moyens pour obtenir du gouvernement, du préfet et des directeurs régionaux, qu'ils tiennent compte des revendications que nous avons exprimées avec votre soutien et que nous maintenons, qu'elles concernent la localisation de nos lieux de travail, leur aménagement ou l'emploi, et ce quels que puissent être leurs futurs projets.

Lille, le 9 octobre 2009

CFDT CCRF	**CFDT DREAL**	**CFDT Travail-Emploi**	**CGT CCRF**	**Union fédérale CGT DREAL Nord-Pas-de-Calais**	**UNAS CGT Secteur SETE Nord-Pas-de-Calais**
FO DREAL Nord-Pas-de-Calais	**FSU DREAL**	**Solidaires CCRF**	**SUD Travail Affaires sociales (Solidaires)**	**UNSA DREAL**	**UNSA ITEFA Nord-Pas-de-Calais**